



Séance ordinaire du mardi 13 février 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le treize février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Mylène MIFSUD, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, François RIO, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Projet de Lycée à Cournonterral - Avis sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la Commune de Cournonterral avec la déclaration d'utilité publique (DUP) relative au lycée et aux aménagements de voirie et stationnements - Intérêt général du projet de réalisation des aménagements de voirie et de stationnement - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Région Occitanie a entrepris la réalisation, sur le territoire de la Commune de Cournonterral, d'un lycée d'une surface de plancher de l'ordre de 20 000 m². Ce projet s'accompagne de la réalisation, par la Commune de Cournonterral, d'un gymnase et, par Montpellier Méditerranée Métropole, de travaux de voirie, de construction d'une aire de dépose-repose des transports scolaires, de création de voies nouvelles légères et de requalification des espaces de stationnement intégrant des fonctionnalités multimodales.

Par délibérations du 28 juillet 2021 et du 25 janvier 2022, le Conseil de Métropole a déclaré son intention de réaliser le projet de desserte du futur lycée sur la Commune de Cournonterral et défini les modalités de la concertation envisagée, en application des dispositions des articles L.121-18 et R.121-25 du Code de l'environnement.

La déclaration d'intention a été transmise au Préfet de l'Hérault et a fait l'objet des mesures de publicité ouvrant le droit d'initiative prévu par l'article L. 121-17-III du Code de l'environnement. Aucun droit d'initiative n'a pas été exercé, de sorte que les modalités de la concertation au titre du Code de l'environnement ont été mises en œuvre.

Une concertation au titre du Code de l'environnement s'est déroulée du 17 juin au 17 juillet 2022. Une concertation au titre du Code de l'urbanisme s'est déroulée du 25 mai au 17 juillet 2022. Par délibération du 4 octobre 2022, le Conseil de Métropole a tiré le bilan de ces concertations.

L'ensemble des parcelles d'assiette de l'opération n'étant pas maîtrisé, une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) est requise pour la réalisation du lycée et des aménagements de voirie. La Commune étant propriétaire des terrains d'assiette du futur gymnase, aucune DUP n'est requise à ce titre.

Par délibération du 15 avril 2022, la Région Occitanie a décidé d'engager la procédure de déclaration d'utilité publique. Par délibération du 22 mars 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a également délibéré en ce sens.

Par ailleurs, le projet dans son ensemble implique une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la Commune de Cournonterral. Les déclarations d'utilité publique vaudront donc mise en compatibilité du PLU. La Commune étant propriétaire des terrains d'assiette du projet de gymnase, elle doit se prononcer sur l'intérêt général du projet par une déclaration de projet (DP) qui vaudra également mise en compatibilité du PLU.

La réalisation du projet dans ses trois composantes (lycée, gymnase et aménagements routiers) et les procédures de mise en compatibilité du PLU qu'elle requiert sont soumises à évaluations environnementales. Une procédure commune d'évaluation environnementale a été mise en œuvre en application des dispositions de l'article L. 122-14 du Code de l'environnement. Celle-ci a mis en évidence un risque ponctuel d'atteinte à des espèces protégées et à leur habitat et l'impossibilité de l'éviter ou la réduire.

Une demande de dérogation à l'interdiction de destruction des espèces protégées et leur habitat a donc été déposée le 3 juin 2022. Le 19 avril 2023, le Centre National de la Protection de la Nature (CNP) consulté sur le dossier a émis un avis et le maître d'ouvrage a établi un mémoire en réponse à cet avis.

Le 10 octobre 2023, le Préfet de l'Hérault a délivré un arrêté préfectoral N° DREAL-DBMC-2023-283-01 de dérogation aux interdictions relatives aux espèces protégées pour le projet de construction d'un lycée et d'aménagements associés sur la Commune de Cournonterral.

Le 29 juin 2023, la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) a émis son avis sur l'évaluation environnementale et le maître d'ouvrage a établi un mémoire en réponse à cet avis.

La Commission départementale de la préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF) a également été consultée et a émis un avis favorable le 16 novembre 2023.

Enfin, en application des dispositions de l'article L. 123-6 du Code de l'environnement, il a été décidé de procéder à une enquête publique unique regroupant :

- L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de lycée et la mise en compatibilité du PLU de la Commune de Cournonterral ;
- L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des aménagements routiers et la mise en compatibilité du PLU de la Commune de Cournonterral ;
- La déclaration de projet du futur gymnase et la mise en compatibilité du PLU de la Commune de Cournonterral ;
- Le permis de construire du futur lycée.

Une enquête parcellaire était jointe à cette enquête publique unique.

Par décision n° E23000057/34 du 4 mai 2023, le tribunal administratif de Montpellier a désigné Monsieur Georges RIVIECCIO en qualité de commissaire enquêteur.

Le 10 mai 2023, les personnes publiques associées se sont réunies et ont dressé leur procès-verbal d'examen conjoint relatif, d'une part, à la procédure de mise en compatibilité du PLU par la déclaration d'utilité publique du futur lycée et des futurs aménagements routiers et, d'autre part, à la procédure de mise en compatibilité du PLU par la déclaration de projet du futur gymnase.

Par arrêté n° 2023-09-DRCL-0427 du 6 septembre 2023, le Préfet de l'Hérault a ouvert l'enquête publique et l'enquête parcellaire qui se sont déroulées du 16 octobre au 17 novembre 2023, soit pendant 33 jours consécutifs.

Conformément aux dispositions de l'article L. 126-1 du Code de l'environnement, le Conseil de Métropole est invité à se prononcer formellement par une déclaration de projet afin de confirmer l'intérêt général de l'opération. Cette déclaration de projet constitue un préalable nécessaire à l'autorisation de réaliser les travaux.

En application de l'article L. 122-1 du Code de l'expropriation, la déclaration de projet est prise dans le délai de 6 mois suivant le terme de l'enquête publique, puis transmise au Préfet pour décision sur la déclaration d'utilité publique du projet.

Par ailleurs, en application de l'article L. 153-57 du Code de l'urbanisme, à l'issue de l'enquête publique, la métropole doit émettre un avis sur le projet de mise en compatibilité avec une déclaration d'utilité publique.

I. CONTENU DE LA DÉCLARATION DE PROJET

Le contenu de la déclaration de projet est le suivant.

1. OBJET DE L'OPÉRATION

La présente déclaration de projet porte sur la réalisation des aménagements de voirie accompagnant la construction d'un nouveau lycée sur le territoire de la Commune de Cournonterral.

Le projet de lycée de Cournonterral, porté par la Région, prévoit la construction d'un bâtiment d'une superficie de 20 000 m² sur un terrain d'une assiette de 6 ha. Cet équipement accueillera près de 1 560 élèves (1 388 lycéens, 120 post-bac, 50 élèves apprenants). Le lycée sera également dimensionné pour accueillir 1 000 demi-pensionnaires et 50 places en internat. Le futur lycée dispensera des formations tant professionnelles, techniques que générales.

Avec la concrétisation du projet de lycée sur son territoire, la Commune a initié une démarche participative et porte ainsi la construction d'une halle aux sports utilisée à la fois par les lycéens et par les associations locales.

Les aménagements de voirie, porté par Montpellier Méditerranée Métropole viennent accompagner ces équipements. Ces aménagements sont :

- Requalification de la RM5. Cette requalification transformera cette section au droit de la Commune de Cournonterral en un boulevard urbain, en aménageant deux voies de circulations opposées, une piste cyclable à double sens conforme au Réseau Express Vélo, un accotement afin d'éviter l'arrêt minute en dehors des zones prévues à cet effet, et en sécurisant les traversées piétonnes par des feux tricolores. Enfin, cette modification intégrera aussi les mesures préventives associée à l'insertion du BusTram 4 et d'une station desservant le futur lycée ;
- Aménagement d'un carrefour giratoire entre la RM5 et la RM185 ;
- Création, au bord de la RM5 et au nord de la piscine Poséidon, d'une aire de stationnement pour bus scolaire. Cette aire permettra aux bus scolaires de déposer les élèves, stationner et manœuvrer ;
- Réaménagement du stationnement public des véhicules légers, accessible depuis la RM114 ;
- Aménagement d'un mail piéton, qui sera l'accès principal au lycée depuis la RM5 où se situe la future station du BusTram, et la future aire de stationnement des cars scolaires vers le parvis du lycée ;
- Rétablissement des chemins de Carrierasse aux abords de l'oliveraie.

2. MOTIFS ET CONSIDÉRATIONS QUI JUSTIFIENT LE CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DU PROJET

Montpellier Méditerranée Métropole connaît une forte attractivité avec une croissance démographique qui ne ralentit pas depuis plusieurs décennies. D'ici 2030, 1 150 élèves supplémentaires sont attendus sur ce secteur, lequel comprend 15 établissements, dont 1 seul lycée d'enseignement général et technologique (lycée Jean-Monnet) implanté à l'ouest de Montpellier.

A ce jour, les effectifs des lycées de la Métropole sont proches de la saturation, notamment pour les lycées Clemenceau, Guesde et Mermoz à Montpellier, Champollion à Lattes, Pompidou à Castelnau-le-Lez. L'implantation d'un nouveau lycée à l'Ouest de Montpellier est donc une priorité pour la Région.

Actuellement, l'essentiel des déplacements converge vers Montpellier, entraînant des temps de transport importants pour les lycéens des communes situées à l'Ouest de la Métropole. Ainsi, les lycéens des Communes de Cournonterral, Pignan, Fabrègues, Lavérune, ... ont des temps de transport de 1h à 1h30 jusqu'à leurs lycées de rattachement (lycées Clemenceau et Guesde). Le fait d'implanter un lycée sur la Commune de Cournonterral permet d'inverser ces flux et de diminuer les temps de trajet des lycéens concernés avec un effet vertueux sur l'impact carbone de ces déplacements quotidiens.

En accompagnement du lycée, la Commune de Cournonterral réalise un gymnase de 2 500 m² environ qui sera utilisé par le lycée pour les enseignements physiques et sportifs et par le tissu associatif local.

Afin d'assurer la desserte de ces nouveaux équipements dans une démarche s'inscrivant dans la stratégie mobilité 2025-2030, la Métropole accompagne le programme de construction de la Région Occitanie et de la Commune par la requalification de la RM5 au voisinage du futur complexe éducatif et sportif et l'intégration de toutes les fonctionnalités intermodales utiles pour permettre le choc des mobilités attendu à l'horizon des premières années d'ouverture du lycée en offrant à tous à la fois un cadre de vie apaisé et respirable et des alternatives à l'autosolisme.

3. PRISE EN CONSIDÉRATION DE L'ÉTUDE D'IMPACT DU PROJET ET DE L'AVIS DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

Dans son avis émis le 29 juin 2023, la MRAe Occitanie souligne en premier lieu que le dossier présenté *« identifie correctement les principaux enjeux environnementaux ainsi que les incidences sur l'environnement »*. Elle propose toutefois plusieurs recommandations visant *« à améliorer la conception du projet et à permettre la participation du public à l'élaboration des décisions qui les concernent »*.

La MRAe souligne en particulier la nécessité de renforcer la justification de la localisation du projet au regard des enjeux environnementaux et de la lutte contre l'étalement urbain et l'artificialisation des sols. La MRAe recommande également de préciser l'absence d'incidences sur une espèce qui était à l'origine du classement en zone Natura 2000 du site choisi pour le projet.

Les réponses à ces recommandations ont été formalisées par la Région dans un mémoire adressé aux services de l'Etat le 05 septembre 2023. Elles s'articulent autour de trois principaux arguments :

- Le premier concerne l'évolution de l'emprise au sol du lycée qui a été réduite de près de 17 % en favorisant la densification des constructions et en réduisant les places de stationnement ; la réduction de l'emprise concernant en priorité les zones à fort enjeux écologiques ;
- Le second repose sur le parti d'aménagement porté par la Municipalité sur le site du projet, seul secteur de la commune dont le développement est envisagé en extension urbaine. L'étude urbaine de la Ville justifie pleinement le choix du site par l'existence d'équipements publics déjà présents sur le site (piscine, terrains de tennis, de football) qui, complétés par le lycée et le gymnase, permettront de structurer une trame urbaine marquant clairement la limite de l'urbanisation vers la plaine agricole. Ces éléments, précisés dans le dossier de mise en compatibilité du PLU, seront repris dans le futur PLUi de la métropole et sont cohérents avec le Scot et le SRADDET ;
- Le troisième s'appuie sur un diagnostic écologique robuste, marqué par des inventaires et des expertises réalisées entre 2018 et 2021 dans des conditions d'observations toujours suffisantes. Ces investigations ont conclu à un effet non significatif du projet sur l'espèce désignatrice du site Natura 2000, l'Outarde Canepetière. L'existence d'équipements sportifs sur le site du projet ne sont pas favorables à la présence de cette espèce qui fréquente peu les abords des zones urbanisées. Néanmoins, en complément des mesures compensatoires qui seront mises en œuvre pour d'autres espèces, la Région s'est engagée auprès de la DREAL Occitanie d'assurer en parallèle un suivi spécifique de l'Outarde sur les terrains de compensation présentant un milieu favorable à cette espèce.

4. PRISE EN CONSIDÉRATION DES AVIS ÉMIS PAR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET LEURS GROUPEMENTS INTÉRESSÉS PAR LE PROJET

La Préfecture de l'Hérault a organisé le 10 mai 2023, une réunion d'examen conjoint sur la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Cournonterral dans le cadre du projet de construction du lycée.

L'ensemble des participants à cette réunion a émis un avis favorable à cette occasion.

5. PRISE EN CONSIDÉRATION DU RÉSULTAT DE LA CONSULTATION DU PUBLIC

5.1. LES OBSERVATIONS DU PUBLIC

L'enquête publique a permis de récolter un total de 287 contributions. Sur ces 287 contributions recueillies, le public a exprimé 270 avis favorables, 9 avis défavorables et 8 personnes ne se sont pas prononcées. Les 287 contributions recueillies sur le registre d'enquête publique, le registre dématérialisé, et l'adresse courriel, représentent 398 observations.

Les observations du public et des collectivités territoriales très largement favorables ont confirmé l'intérêt général de la construction du lycée, et des aménagements de la voirie et des stationnements sur l'emplacement choisi par la Région Occitanie sur la Commune de Cournonterral.

L'ensemble des observations du public, les réponses des maîtres d'ouvrage ainsi que les commentaires du commissaire enquêteur sont disponibles dans le rapport du commissaire enquêteur joint à la présente délibération.

5.2. L'AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Après avoir examiné que :

- Le projet de construction du lycée à Cournonterral et des aménagements de voirie associés représente un intérêt général très fort ;
- Le bilan avantages / inconvénients du projet est positif ;
- Les atteintes environnementales sont faibles et que des mesures seront prises par le maître d'ouvrage pour les réduire et les compenser ;
- L'atteinte aux intérêts privés et publics sont faibles et qu'ils seront compensés ;
- Il n'y a pas d'atteinte à la santé ;
- Le financement de l'opération est assuré ;

Et après avoir enregistré que le maître d'ouvrage s'engage à prendre en compte les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur a émis :

- Un avis FAVORABLE à la déclaration d'utilité publique pour la construction du Lycée ;
- Un avis FAVORABLE à la déclaration d'utilité publique pour les aménagements de voirie et des stationnements sur la commune ;
- Un avis FAVORABLE à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Cournonterral pour la construction du lycée ;
- Un avis FAVORABLE à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Cournonterral pour les aménagements de voirie et des stationnements sur la commune ;
- Un avis FAVORABLE à la déclaration de projet du gymnase à Cournonterral et à la mise en compatibilité du PLU associée ;
- Un avis FAVORABLE à la délivrance du permis de construire du lycée ;
- Un avis FAVORABLE à la déclaration de cessibilité des 6 parcelles cadastrées : BA 258 pour 13 m², BA 259 pour 1 817 m², BA 260 pour 311 m², BA 261 pour 5 915 m², BA 55 partielle pour 464 m², BC 66 pour 3 479 m².

6. NATURE ET MOTIFS DES PRINCIPALES MODIFICATIONS APPORTÉES AU PROJET AU VU DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Au démarrage des études de conception du projet, la parcelle BC 55 a été identifiée par Montpellier Méditerranée Métropole comme un terrain susceptible d'accueillir un ouvrage de compensation hydraulique lié à l'aménagement de la RM5. Dans cette perspective, cette parcelle a été intégrée au secteur 5AUB, à créer à l'occasion de la mise en compatibilité du PLU.

Les études détaillées de l'impact hydraulique du projet ont finalement révélé qu'il n'était pas nécessaire de créer de nouveaux bassins de rétention dans le secteur de la parcelle BC 55. Il n'y a donc plus de raison de classer cette parcelle en zone 5AUB, à l'occasion de la mise en compatibilité du PLU.

La parcelle BC 55 sera donc réintégrée en zone Nn (Naturelle) dans le plan de zonage de la mise en compatibilité du PLU.

7. ÉLÉMENTS MENTIONNÉS AU I DE L'ARTICLE L. 122-1-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Le 10 octobre 2023, le Préfet de l'Hérault a délivré un arrêté préfectoral N° DREAL-DBMC-2023-283-01 de dérogation aux interdictions relatives aux espèces protégées pour le projet de construction d'un lycée et d'aménagements associés sur la Commune de Cournonterral.

Afin d'éviter et de réduire au maximum les impacts des travaux sur les espèces protégées, la Région Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Cournonterral devront mettre en œuvre les mesures d'évitement et de réduction annexées à l'arrêté préfectoral visé ci-dessus.

Les mesures d'évitement portent essentiellement sur la limitation des zones de chantier et la mise en défense des zones sensibles.

Les mesures de réduction des impacts concernent à la fois la phase de chantier (calendrier de travaux adapté aux enjeux écologiques, gestion des déblais et des espèces végétales exotiques, adaptation des installations à la vulnérabilité de la faune, déplacement des reptiles et amphibiens détectés sur la zone de travaux) et la phase d'exploitation du lycée (limitation des nuisances lumineuses, mise en place de gîtes de substitution, plantations adaptées au milieu méditerranéen, gestion raisonnée des espaces verts).

Afin de compenser les impacts résiduels, la Région Occitanie, en lien avec Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Cournonterral, devra mettre en œuvre des mesures de compensation. Certaines seront réalisées sur le site du lycée (création de gîtes et pose de clôtures adaptées) et d'autres seront mises en œuvre sur près de 27 ha situés en milieux favorables sur les Communes de Cournonterral et de Pignan. Ces mesures consistent notamment à retirer des déchets de zones naturelles transformées en décharge sauvage, à renforcer et entretenir des continuités écologiques existantes, à rouvrir des milieux favorables aux espèces cibles, et à créer des passages à faune et des gîtes pour les reptiles en particulier pour le lézard ocellé). Ces mesures de compensation seront engagées au plus tard un an après le démarrage des travaux et seront mises en œuvre sur une durée minimale de 40 ans, sur la base d'un plan de gestion validée par la DREAL.

8. DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Au vu des objectifs poursuivis par l'opération, des avis émis par l'autorité environnementale, par les personnes publiques associées, par le public lors de l'enquête publique et parcellaire et par le commissaire enquêteur à l'issue de celle-ci, de l'appréhension de l'incidence du projet sur l'environnement, l'opération de construction du lycée sur le territoire de la Commune de Cournonterral revêt un caractère d'intérêt général.

II. AVIS SUR LA MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU DE LA COMMUNE DE COUNONTERRAL AVEC LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE RELATIVE AUX AMÉNAGEMENTS DE VOIRIE ET AU LYCÉE

En application de l'article R. 153-14 du Code de l'urbanisme, le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis pour avis à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU. Si celui-ci ne s'est pas prononcé dans un délai de deux mois, il est réputé avoir donné un avis favorable.

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a établi et déposé son rapport.

S'agissant de la procédure de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la Commune de Cournonterral avec la déclaration d'utilité publique relative aux aménagements de voirie et stationnements, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable.

Il a noté l'engagement du maître d'ouvrage à prendre en compte les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête relative au classement de la parcelle BC 55 en zone naturelle et à interdire l'urbanisation au-delà du périmètre nécessaire à la construction du lycée et des aménagements de voirie.

Le projet a été adapté pour prendre en compte ces observations.

Par courrier du 16 janvier 2024, le Préfet de l'Hérault a demandé au Président de Montpellier Méditerranée Métropole de soumettre pour avis à son Conseil le dossier de mise en compatibilité du PLU modifié (pour le lycée et pour les aménagements de voirie), le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur.

Ce courrier a été réceptionné le 18 janvier 2024. Il fait courir le délai de deux mois au terme duquel un avis tacite réputé favorable naîtra.

Au vu du projet ainsi modifié, il y a lieu d'émettre un avis favorable à la mise en compatibilité du PLU de la Commune de Cournonterral avec la déclaration d'utilité publique relative aux aménagements de voirie.

S'agissant de la procédure de mise en compatibilité du PLU avec la déclaration d'utilité publique relative au lycée, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans aucune réserve ni aucune observation.

Il y a donc lieu d'émettre également un avis favorable à la mise en compatibilité du PLU de la Commune de Cournonterral avec la déclaration d'utilité publique relative à la réalisation du lycée.

En application des dispositions des articles R. 126-1 du Code de l'environnement et R. 153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et à la mairie de la Commune de Cournonterral. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Chacune de ces formalités de publicité mentionnera le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte des conclusions et avis favorables du commissaire enquêteur ;
- De prendre acte de l'observation du commissaire enquêteur relative au classement de la parcelle BC 55 en zone naturelle et à l'interdiction d'urbanisation au-delà du périmètre nécessaire à la construction du lycée et des aménagements de voirie-stationnements et constater la modification du projet en ce sens ;

- De déclarer d'intérêt général le projet de réalisation des aménagements de voirie accompagnant la construction d'un nouveau lycée sur le territoire de la Commune de Cournonterral, en application des dispositions de l'article L. 126-1 du Code de l'environnement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à poursuivre les procédures nécessaires à la réalisation de l'opération, notamment à transmettre le dossier à Monsieur le Préfet de l'Hérault et à solliciter de sa part la déclaration d'utilité publique de l'opération valant mise en compatibilité du PLU de la Commune de Cournonterral ;
- D'acquérir les immeubles nécessaires à la réalisation du projet, le cas échéant par la voie de l'expropriation ;
- D'émettre un avis favorable à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la Commune de Cournonterral avec la déclaration d'utilité publique relative au lycée et aux aménagements de voirie-stationnements ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 7 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/24

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 février 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20240213-258537-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/02/24

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport lycéeournonterral A 231115.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.